

Allocations familiales—Loi

bien-être destiné à leur alimentation avant la fin du mois. Les familles du bas de l'échelle des revenus ont des besoins humains profondément réels. Pour ces gens-là, les allocations familiales sont quelque chose de crucial. Les allocations familiales sont à la base même de notre existence. C'est un symbole d'espoir. Il est important que le gouvernement se rende compte qu'en rognant sur les allocations familiales, il retire de l'argent à des gens qui ont des besoins très réels.

Les allocations familiales ont aussi un rôle en matière d'égalité de la femme dans notre société. Les allocations familiales sont un chèque libellé au nom de la mère pour l'aider à répondre aux besoins de ses enfants. C'est la reconnaissance de la contribution de la mère qui élève ses enfants. C'est la reconnaissance de la valeur de son travail.

De plus en plus d'hommes envisagent de nos jours de s'occuper à plein temps de leurs enfants et choisissent de le faire. Il faut les en féliciter, mais la chose est encore rare et les allocations familiales restent toujours un moyen par lequel le gouvernement fédéral reconnaît la valeur du travail non rétribué qu'effectuent les femmes au sein de notre société. C'est un moyen qui permet à la société de souligner l'importance du temps et de l'énergie que les femmes surtout consacrent au soin des enfants.

● (1630)

Non seulement l'initiative que propose le gouvernement prive les familles d'une certaine somme, mais elle s'attaque directement au principe de l'universalité des programmes sociaux. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement s'y est ainsi attaqué. Quand il a présenté son exposé économique au début de son mandat, il a soulevé des questions au sujet de l'universalité. Il a également publié un exposé de principe abordant les mêmes questions. Toutefois, ce qui est encore plus important, il a tenté dans son dernier budget de désindexer en partie la pension de sécurité de la vieillesse. On aurait cru que le gouvernement aurait appris par expérience qu'il était très dangereux de s'attaquer à l'universalité des programmes sociaux car les gens se rendent compte de l'importance fondamentale de l'universalité.

Il importe que les programmes sociaux respectent la dignité de tous les citoyens et fassent disparaître la honte liée à l'assistance sociale. Quand les programmes sociaux sont fondés sur le revenu et le besoin seulement, les gens sont tenus de prouver qu'ils sont pauvres avant d'avoir droit à l'assistance sociale. Nous savons que la société dédaigne les pauvres. Tout naturellement les gens ont honte d'avoir à s'abaisser pour ainsi dire devant un représentant d'un organisme social pour formuler une demande d'aide sociale. Nous prétendons qu'il faut respecter la dignité de chacun. Nous sommes donc disposés à accorder une aide sociale à tous les citoyens, afin qu'ils sachent qu'ils la reçoivent de plein droit et non pas parce qu'ils se trouvent à l'échelon le plus bas de la société. Pour que la mise en œuvre des programmes sociaux respecte la dignité humaine, il faut que ces programmes s'accompagnent d'une fiscalité juste. Si nous devons hausser les impôts pour pouvoir continuer d'offrir pareils programmes, il nous faut alors une fiscalité équitable afin que les contribuables se rendent compte qu'il n'est que juste et bon de payer leurs impôts puisque tout le monde en verse sa juste part. A cet égard, le gouvernement fait fausse route. Plutôt que de promouvoir une fiscalité plus juste dans son récent budget, il l'a en fait rendue encore plus injuste.

Le meilleur exemple en est que, par suite de ce budget, la famille canadienne moyenne verra ses impôts augmenter de quelque \$500. Du même coup, le gouvernement a accordé aux Canadiens à revenu élevé une exonération de \$500,000 au chapitre des gains en capital. Quiconque possède un gros capital n'aura pas à verser d'impôts sur la plus-value de ce capital. Les gens très riches bénéficient donc d'une exemption fiscale, alors que les Canadiens ordinaires sont frappés d'une hausse marquée de leur impôt.

Le gouvernement se prépare à attaquer l'universalité des programmes sociaux et cherche à se prévaloir de mesures sociales sélectives. Il mine à la fois l'équité et le rendement de la fiscalité. Par conséquent, il n'a plus d'autre choix que de s'en prendre à l'universalité des programmes sociaux.

Les Canadiens tiennent à l'universalité des programmes sociaux. Ils l'ont prouvé lorsqu'ils ont renversé les tentatives du gouvernement en vue de supprimer l'universalité des pensions. Il nous faut allier l'universalité des programmes sociaux à une fiscalité juste et à une politique économique équitable. Plutôt que de chercher à faire de l'économie au compte-gouttes, le gouvernement devrait viser principalement le plein emploi. Le gouvernement a pour politique d'offrir des dégrèvements fiscaux aux entreprises et aux riches pour qu'ils soient plus tentés d'investir chez nous. Son hypothèse veut qu'en réduisant les impôts sur les investissements, ces derniers augmentent, ce qui crée automatiquement des emplois. L'expérience nous a montré ces dernières années qu'il n'en était rien et que ce n'est pas ainsi que l'économie se comporte. Depuis une vingtaine d'années, le fardeau fiscal des entreprises a considérablement diminué par rapport à celui des particuliers, alors que sa progressivité a provoqué une régression. Ce régime fiscal et la politique économique du gouvernement ont aggravé le chômage. En cherchant à attirer des investisseurs grâce à des allègements fiscaux, le gouvernement n'a pas réussi à susciter une croissance économique qui aurait créé des emplois et provoqué une conjoncture équitable.

Nous avons besoin d'une politique économique qui assure l'universalité des programmes sociaux et qui soit équitable. Cette politique doit viser avant tout à donner du travail à tous les Canadiens. Pour atteindre cet objectif, nous devons coordonner tous les instruments dont dispose le gouvernement.

Je voudrais brièvement passer en revue les initiatives prises par le gouvernement depuis son élection du point de vue de leur incidence sur l'universalité. Avant et pendant la campagne électorale, l'universalité était pour lui un principe sacré. Cette formule a perdu bien des plumes depuis. Depuis, les Canadiens ont compris par-dessus tout qu'ils ne pouvaient plus faire confiance au gouvernement. Avant les élections, les conservateurs s'étaient acharnés à gagner la confiance des Canadiens et les résultats de ces élections ont prouvé qu'ils y étaient parvenus. Mais les mesures qu'ils ont prises depuis la leur ont rapidement fait perdre. D'une part, ils s'étaient engagés à respecter l'universalité des programmes sociaux. Or, aussitôt arrivés au pouvoir, ils l'ont systématiquement attaqué. S'il y a une chose dont les simples citoyens sont maintenant convaincus à propos de ce gouvernement, c'est bien du fait qu'il ne tient pas parole. C'est pourquoi les Canadiens lui font de moins en moins confiance. Et si les données des sondages ne le révèlent pas encore sensiblement, cela ne tardera guère. Quand la population n'a plus